



PressMob

Édition écrite

Vol. 2, No 20

www.groupmobilisation.com

24 Novembre 2021

SPÉCIAL COP 26

CE QUE NOS MÉDIAS NE NOUS ONT PAS DIT

(Cliquez dessus pour voir l'entrevue)

(1

L'AQLPA et GMob à la COP 26
Une COP similaire aux autres
avec
Paul Beckwith
Physicien, ingénieur et
expert en science du climat



UN CLIMATE
CHANGE
CONFERENCE
UK 2021
IN PARTNERSHIP WITH ITALY

Dans ce numéro...

*Entrevues avec Rosa Galvez - Martine Ouellet -
David Miller - Claude Vaillancourt : p. 2*

*Les villes en première ligne
face à la crise climatique : p. 2*

COP26 : la COP de l'esquive : p. 5

*Les engagements climatiques des pays
selon des données erronées, une enquête
du Washington Post : p. 6*

Les villes en première ligne face à la crise climatique

Philippe Bélisle,

délégation de l'AQLPA et

GroupMobilisation à la COP26

(Tiré de [PressMob édition écrite Vol.2, no.19](#))

Alors que depuis 30 ans les dirigeants de la planète ont échoué lamentablement à respecter leurs engagements pour contrer le réchauffement climatique, les villes apparaissent de plus en plus comme une force politique qui peut contribuer à faire face à la crise. Parce que ce sont les villes qui seront les principales victimes de la catastrophe annoncée. Mais auront-elles les moyens de leurs ambitions?

Glasgow, 13 novembre - L'encre n'est même pas sèche sur la troisième version de la déclaration de la COP26, que déjà, scientifiques, ONG et chiens de garde de l'environnement sont unanimes : cette Conférence des parties est « morte et enterrée », et placerait la planète dans une trajectoire d'augmentation de la température de 2,7 degrés Celsius d'ici 2050. Selon le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement, une telle trajectoire entraînerait en 2050 une hausse du niveau de la mer de 50 à 80 cm.

À ce niveau d'augmentation, les scénarios prévus par les experts sont catastrophiques, en particulier pour les zones urbaines, où vit plus de la moitié de la population mondiale, chiffre qui atteindra 70% en 2050.

Comme le montre le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat dans son dernier rapport, publié en août 2021, les villes des latitudes tempérées subiront des vagues de chaleur et des saisons froides plus courtes. Dans les latitudes subtropicales et tropicales, les saisons des pluies seront plus humides et des saisons sèches plus chaudes. La plupart des villes côtières seront menacées par l'élévation du niveau de la mer, menaçant les récoltes et le système d'approvisionnement alimentaire.

Partout dans le monde, les villes seront confrontées à une probabilité beaucoup plus élevée d'événements météorologiques extrêmes. Selon leur emplacement, il s'agira notamment de chutes de neige plus importantes, de sécheresses plus graves, de pénuries d'eau, de vagues de chaleur punitives, d'inondations plus importantes, de feux de forêt plus importants et de saisons de tempête plus longues. (Suite en page 2)



(Les villes en première ligne... Suite de la page 1)

Comme les mauvaises nouvelles ne viennent jamais seules, les coûts les plus lourds seront supportés les plus vulnérables: les personnes âgées, les pauvres et d'autres qui ne pourront se protéger.

Une étude de 2019 portant sur 520 villes du monde a projeté que même si les pays limitent le réchauffement à 2 °C (environ 3,6 °F) au-dessus des conditions préindustrielles, les zones climatiques se déplaceront sur des centaines de kilomètres vers le nord d'ici 2050 dans le monde entier. Cela ferait en sorte que 77% des villes de l'étude connaîtraient un changement majeur dans leurs régimes climatiques tout au long de l'année.

Les auteurs prédisent par exemple que d'ici le milieu du siècle, le climat de Londres ressemblera à celui de Barcelone, et celui de Seattle à celui de la San Francisco actuelle. Bref, dans moins de 30 ans, trois grandes villes sur quatre dans le monde auront un climat complètement différent de celui pour lequel son infrastructure a été conçue.

Une étude similaire sur les impacts du changement climatique sur plus de 570 villes prédit qu'elles seront confrontées à un régime climatique entièrement nouveau d'ici 30 ans - un régime caractérisé par davantage de vagues de chaleur et de sécheresses, et un risque accru d'inondations.

Les villes produisent plus de 70% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, principalement en chauffant et en refroidissant les bâtiments et en alimentant les voitures, les camions et les autres véhicules.

À mesure que les villes se développent, la végétation est détruite, ce qui augmente le risque d'inondation et d'élévation du niveau de la mer. L'urbanisation crée également des surfaces imperméables qui n'absorbent pas l'eau, comme les routes et les bâtiments.

Les villes : une nouvelle force politique

En 2015, en marge de la COP21, des maires et représentants municipaux du monde entier s'étaient réunis à Paris pour s'engager en faveur du climat. Pour la première fois pendant une COP, les principales associations et réseaux mondiaux de villes avaient abordé tous les aspects de la lutte contre les changements climatiques en milieu urbain: adaptation, réduction des émissions et financement. La COP21 avait reconnu l'importance des villes dans la lutte au changement climatique et depuis, cette idée a fait pas mal de chemin.

Même si les maires ne jouent aucun rôle formel à la COP26, plusieurs d'entre eux étaient présents à Glasgow. Des

dirigeants de C40Cities, un réseau d'une centaine de grandes municipalités représentant plus de 10% de l'économie mondiale, avaient également fait le déplacement.

En entrevue avec L'AQLPA et GroupMobilisation, le directeur de la diplomatie internationale pour C40 Cities, l'ancien maire de Toronto David Miller, a fait état des avancées considérables de l'action climatique par ses membres.

L'organisation a présenté à Glasgow un plan de réduction de 50% des émissions de GES d'ici la fin de cette décennie, notamment par des programmes de construction propre, faible en carbone.

« Les dirigeants des villes sont bien placés pour comprendre ce qui les attend dans 10 ou 20 ans si on ne fait rien pour faire face à la crise climatique. Et ce qui attend les zones urbaines n'est pas de la science-fiction. C40 Cities est composé de villes qui entendent utiliser tous les pouvoirs que leur confère la loi pour agir maintenant, et de façon décisive. »

Contrairement aux promesses des États non tenues, les villes livrent la marchandise. (3)

Paris et Madrid ont commencé à interdire les véhicules à essence et au diesel des zones centrales, et Londres a élargi sa tarification de la congestion, conçue pour réduire la combustion de combustibles fossiles en décourageant la circulation automobile. La ville de New York a planté 1 million d'arbres, augmentant sa forêt urbaine de plus de 20%. En 2020, Vancouver est devenue la première grande ville à réglementer le carbone incorporé avec le code du bâtiment le plus écologique du continent américain.

Le budget 2021-22 de Phoenix, en Arizona, comprend près de 3 millions de dollars pour lutter contre le changement climatique, avec la création d'un bureau d'intervention et d'atténuation de la chaleur. Phoenix s'est engagée à doubler la plantation d'arbres d'ici 2030.

Tampa, en Floride, a récemment publié une feuille de route sur la résilience avec des mesures d'adaptation au changement climatique, dont la promotion *d'infrastructures prêtes pour le climat*.

Alors que le nombre de villes du monde exposées à une chaleur extrême a presque doublé, Athènes, capitale de la Grèce, a récemment nommé son tout premier « directeur de la chaleur » (*Heat Director*).

Seattle, la ville américaine qui connaît actuellement la plus forte croissance, est très active au sein de C40 Cities. Elle a

présenté un plan pour arriver à réduire de moitié son empreinte carbone d'ici 2030. Les températures à Seattle, connues pour leur ciel nuageux et leurs pluies torrentielles, ont dépassé les 100 °F (38 °C) pendant trois jours consécutifs en juin, alors qu'une masse d'air chaud se trouvait au-dessus de l'ouest des États-Unis et du Canada. Le 28 juin, la température a atteint 108 degrés F (42 °C), soit le niveau le plus élevé en 151 ans de tenue de registres détaillés. L'État de Washington a enregistré 138 décès liés à la chaleur cet été, contre sept l'année précédente.

Alors que les scientifiques hésitent à lier un seul événement météorologique au réchauffement climatique, les responsables de Seattle se préparent à l'élévation du niveau de la mer, aux marées plus élevées et aux vagues de chaleur plus fréquentes et plus durables.

Une ville verte dans un état pétrolier

La capitale du Texas, Austin, ville très progressiste dans un État très conservateur, et au surplus producteur de pétrole, a mis les bouchées doubles pour réussir à atteindre les cibles de réductions imposées par son membership à C40 Cities. Austin a présenté un plan très ambitieux de 0 émission nette de GES d'ici 2040 à sa population, qui l'a voté à 60%.

Nous avons rencontré le maire d'Austin, Steve Adler, pressé entre deux réunions à la COP26. « *Dans les années 70, Austin était une ville de hippies, d'artistes, de créateurs et d'innovation. Encore aujourd'hui, on peut lire sur les T-shirts et les tasses de café : 'Keep Austin weird'. Austin est une ville jeune, c'est là que l'Université du Texas a son principal campus. Les gens veulent venir s'installer à Austin parce qu'ils savent que c'est une ville qui bouge et qui est consciente des défis de la crise climatique* ».

Le plan, qui prévoit éliminer totalement le gaz des immeubles de la ville d'ici 2040, a été farouchement combattu par le Texas Gaz Service, qui a contribué des centaines de milliers de dollars pour financer le comité d'experts et remplacer plusieurs de ses membres par des

sympathisants. L'industrie américaine du gaz est en guerre contre toutes les villes qui souhaitent mettre fin à son utilisation.

Des élus républicains, appuyés par l'industrie du gaz, préparent une série de lois qui interdiraient aux municipalités de « déconnecter » leurs clients. La bataille à Austin s'annonce ardue.

En revanche, l'adaptation à court terme évolue beaucoup plus lentement. Cela ne veut pas dire que rien ne se passe. Par exemple, Chicago est en train d'élaborer des politiques qui anticipent un climat plus chaud et plus humide. Il s'agit notamment de repaver les rues avec des matériaux perméables qui permettent à l'eau de filtrer à travers le sol sous-jacent, de planter des arbres pour absorber les polluants atmosphériques et le ruissellement des eaux pluviales, et d'offrir des incitatifs fiscaux pour installer des toits verts comme éléments de refroidissement sur les immeubles de bureaux. Des plans similaires vont de l'avant dans les villes du monde entier.

Mais remodeler les villes en temps opportun peut être extrêmement coûteux. En réponse aux défaillances de digues qui ont inondé la Nouvelle-Orléans lors de l'ouragan Katrina en 2005, le gouvernement américain a dépensé plus de 14 milliards de dollars pour construire un système amélioré de contrôle des inondations pour la ville, qui a été achevé en 2018. Mais de nombreuses autres villes à travers le monde sont confrontées à des menaces similaires, et peu d'entre elles – en particulier dans les pays en développement – peuvent se permettre un programme aussi ambitieux.

D'autant plus que le financement pour la mitigation et les pertes et préjudices, promis à Paris en 2015, n'est toujours pas au rendez-vous. Les villes, aussi déterminées soient-elles, devront donc trouver les moyens, politiques, mais surtout financiers, de passer de la parole aux actes.

COP26 : la COP de l'esquive

Philippe Bélisle,

délégation de l'AQLPA et GroupMobilisation à la COP26

(Tiré de [PressMob édition écrite Vol.2, no.18](#))

Embûches à la participation, surreprésentation policière, écoblanchiment (greewashing), projet d'accord qui tourne en dérision l'Accord de Paris, la COP26 à Glasgow est dénoncée par les ONG comme la plus décevante et restrictive de l'histoire.

Glasgow, 12 novembre. - À la conférence de presse des Amis de la terre aujourd'hui, la représentante équatorienne du groupe Accion Ecologica, a raconté comment elle avait dû se mettre en quarantaine pendant 5 jours à son arrivée à Glasgow; entourée par des gardes en permanence, nourrie de chips et de Coca-Cola, elle pouvait à peine sortir de son lieu de quarantaine quelques minutes par jour. Doublement vaccinée, elle a souligné que la situation sanitaire en Équateur est meilleure qu'au Royaume-Uni...

Un autre intervenant a rappelé que la société civile avait demandé de repousser la tenue de la COP26, dans un contexte de pandémie et l'impossibilité de centaines de groupes des pays en développement d'y participer en raison d'innombrables restrictions imposées par le ministère de la Santé britannique.

Alors que plus de 500 lobbyistes de l'industrie des énergies fossiles se voyaient dérouler le tapis rouge, « de nombreuses personnes qui vivent en première ligne des impacts climatiques ont été écartées à cause de visas restrictifs, de coûts de voyage en hausse et d'un apartheid vaccinal », a affirmé Les amis de la terre.

Comme nous l'avons-nous-mêmes remarqué, les prix pour une chambre d'hôtel ou un logement à Glasgow ont littéralement explosé, certaines chambres étant proposées à... plus de 1500 CAD la nuit, alors que les gouvernements écossais et britannique n'ont pas tenu leur promesse de mettre à disposition des chambres à prix modique, particulièrement pour les délégations des pays du Sud.

Le fait est que de nombreux pays du Sud ne sont pas présents à Glasgow, ce qui permet aux pays riches, selon l'organisme, de se dérober à leurs responsabilités en multipliant les déclarations vides et les fausses solutions, comme des « solutions fondées sur la nature (sic) et le 'net zéro d'ici le milieu du siècle », ce qui leur permet de continuer leurs activités comme si de rien n'était.

Pour Sara Shaw, coordinatrice pour la justice climatique et l'énergie pour Les Amis de la Terre International, « ce que nous voyons aujourd'hui, c'est la "grande esquive de Glasgow" (The Great Escape). Après avoir fait une série

d'annonces tape-à-l'œil, pleines de réserves et d'échappatoires, les pays riches et la présidence britannique de la COP s'empressent de conclure un accord qui fait peser la responsabilité de la réduction des émissions sur les pays en développement, sans leur fournir les fonds dont ils ont besoin pour abandonner les combustibles fossiles ».

Pendant ce temps, le sentiment d'urgence qui devrait animer les leaders de la planète se fait plutôt sentir dans la rue, mais avec une ampleur moindre que lors de COP précédentes. Bien sûr, des groupes comme Extinction Rébellion (XR) ont ponctué la COP26 de mises en scène dramatiques, comme celle où des hommes et des femmes se font littéralement asphyxier par du pétrole factice et frétilent comme des poissons sur le sol avant de mourir noyés dans une flaque noire.

Plus tôt, des activistes de XR s'étaient enchaînés aux portes de l'Université de Glasgow pour exiger des dirigeants un plan d'action pour le climat. Hier, d'autres membres de XR, habillés en complet veston et cravate, coiffés d'une tête de poisson mort, dénonçaient l'escroquerie des instances de certification pour la pêche durable comme le MSC, le Marine Stewardship Council, qui est acoquiné avec les grandes entreprises de pêche industrielle et n'ont virtuellement aucune mesure de vérification sur le terrain.

Pendant notre séjour à Glasgow, on avait souvent l'impression que les policiers étaient aussi nombreux que les manifestants. Plusieurs médias écossais ont rapporté des témoignages d'intimidation de la part des forces de l'ordre et de tactiques pour empêcher des groupes d'activistes de rejoindre d'autres militants lors de manifestations.

De nombreux cas de tracasseries administratives ont été dénoncés par des groupes de la société civile, à qui on a refusé l'accès à des événements ou des rencontres pour des raisons douteuses.

La COP26 est aussi victime d'écoblanchiment à un niveau rarement atteint. Lors d'une visite dans la Green Zone, on peut voir des dizaines de kiosques d'entreprises qui tentent de nous faire croire qu'ils lavent plus vert. La compagnie Reckitt, basée à Londres, et fabriquant de Lysol, un

détergeant utilisé par 50% des ménages nord-américains, a même un stand où un consultant tente de nous expliquer comment l'entreprise fait des efforts pour « être plus verte ». Mais lorsque nous lui demandons s'il est au courant que le Lysol contient des perturbateurs endocriniens et cancérigènes, il perd de sa superbe et semble avoir hâte que nous passions à un autre kiosque.

Consultants de toutes sortes en « environnement », kiosque de l'Arabie saoudite et de grandes compagnies pétrolières,

présence de plus de 500 lobbyistes des industries fossiles, c'est un peu comme si on invitait les compagnies de tabac à une conférence internationale sur la santé publique.

Pendant que les dirigeants de la COP26 sont dans leur dernier droit pour signer un accord, la plupart des observateurs ici ne sont pas optimistes. Comme le dit un observateur : 'Tout ça pour ça?'

The Washington Post

Les engagements climatiques des pays selon des données erronées, une enquête du Post

Par Chris Mooney, Juliette Eilperin, Desmond Butler, John Muyskens, Anu Narayanswamy et Naema Ahmed

7 novembre 2021

[\(Traduction Google\)](#)

Le dernier catalogue de la Malaisie de ses émissions de gaz à effet de serre aux Nations Unies se lit comme un rapport d'un univers parallèle. Le [document de 285 pages](#) suggère que les arbres de Malaisie absorbent le carbone quatre fois plus rapidement que les forêts similaires de l'Indonésie voisine. (6

L'affirmation surprenante a permis au pays de soustraire plus de 243 millions de tonnes de dioxyde de carbone de son inventaire de 2016, ce qui réduit de 73 % les émissions de son résultat net.

À travers le monde, de nombreux pays sous-déclarent leurs émissions de gaz à effet de serre dans leurs rapports aux Nations Unies, selon une enquête du Washington Post. Un examen de 196 rapports de pays révèle un écart géant entre ce que les nations déclarent être leurs émissions par rapport aux gaz à effet de serre qu'elles envoient dans l'atmosphère. L'écart va d'au moins 8,5 milliards jusqu'à 13,3 milliards de tonnes une année d'émissions sous-déclarées - assez grande pour faire bouger l'aiguille sur le réchauffement de la Terre.

Le plan pour sauver le monde du pire des changements climatiques repose sur des données. Mais les données sur lesquelles le monde s'appuie sont inexactes.

"Si nous ne connaissons pas l'état des émissions aujourd'hui, nous ne savons pas si nous réduisons les émissions de manière significative et substantielle", a déclaré Rob Jackson, professeur à l'Université de Stanford et président du [Global Carbon Project](#), une collaboration de centaines de chercheurs. « L'atmosphère est finalement la vérité. L'atmosphère est ce qui nous tient à cœur. La concentration de méthane et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère est ce qui affecte le climat.

Au bas de l'échelle, l'écart est plus important que les émissions annuelles des États-Unis. Dans le haut de gamme, il se rapproche des émissions de la Chine et représente 23% de la contribution totale de l'humanité au réchauffement de la planète, selon The Post.

Alors que des dizaines de milliers de personnes [se réunissent à Glasgow](#) pour ce qui pourrait être la plus grande réunion de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC),

également connue sous le nom de COP26, les chiffres qu'ils utilisent pour guider les efforts mondiaux pour freiner les gaz à effet de serre représentent une feuille de route imparfaite.

Cela signifie que le défi est encore plus grand que les dirigeants mondiaux ne l'ont reconnu.

"En fin de compte, tout devient un peu un fantôme", a déclaré [Philippe Ciais](#), un scientifique du Laboratoire français des sciences du climat et de l'environnement qui suit les émissions à partir de données satellitaires. « Parce qu'entre le monde du reporting et le monde réel des émissions, vous commencez à avoir de gros écarts. »

La CCNUCC recueille les rapports des pays et supervise l'accord de Paris, qui a réuni le monde pour réduire progressivement les émissions en 2015. L'agence des Nations Unies a attribué l'écart identifié par The Post à « l'application de différents formats de rapport et à l'incohérence dans la portée et la rapidité de la déclaration. (comme entre pays développés et pays en développement, ou entre pays en développement).

Lorsqu'on lui a demandé si les Nations Unies prévoyaient de combler l'écart, le porte-parole Alexander Saier a déclaré dans un e-mail qu'il poursuivait ses efforts pour renforcer le processus de rapport : « Cependant, nous reconnaissons qu'il faut faire davantage, notamment trouver des moyens de fournir un soutien aux pays en développement Parties à améliorer leurs capacités institutionnelles et techniques.

L'écart comprend de grandes quantités d'émissions de dioxyde de carbone et de méthane manquantes ainsi que de plus petits volumes de gaz synthétiques puissants. C'est le résultat de règles établies de manière douteuse, de rapports incomplets dans certains pays et d'erreurs apparemment délibérées dans d'autres - et du fait que dans certains cas, les impacts complets de l'humanité sur la planète ne doivent même pas être signalés.

(7

L'analyse du Post est basée sur un ensemble de données qu'il a construit à partir des chiffres d'émissions que les pays ont [communiqués aux Nations Unies](#) dans une [variété de formats](#). Pour surmonter le problème des années de données manquantes, les journalistes ont utilisé un modèle statistique pour estimer les émissions que chaque pays aurait déclarées en 2019, puis ont comparé ce total à d' [autres ensembles de données scientifiques](#) mesurant les gaz à effet de serre mondiaux.

[[Mesurer l'invisible : comment The Post a fait son analyse des émissions mondiales](#)]

L'analyse a révélé qu'au moins 59 % de l'écart provient de la façon dont les pays comptabilisent les émissions provenant des terres, un secteur unique en ce qu'il peut à la fois aider et nuire au climat. La terre peut attirer du carbone à mesure que les plantes poussent et que les sols le stockent - ou tout cela peut remonter dans l'atmosphère lorsque les forêts sont exploitées ou brûlées et que les tourbières riches en tourbe sont drainées et commencent à émettre d'énormes poussées de dioxyde de carbone.

Un domaine clé de controverse est que de nombreux pays tentent de compenser les émissions provenant de la combustion de combustibles fossiles en prétendant que le carbone est absorbé par les terres à l'intérieur de leurs frontières. Les règles de l'ONU autorisent des pays, comme la Chine, la Russie et les États-Unis, à soustraire chacun plus d'un demi-milliard de tonnes d'émissions annuelles de cette manière, et pourraient à l'avenir permettre à ces pays et à d'autres de continuer à émettre des émissions importantes tout en prétendant être « net zéro ».

En d'autres termes, une grande partie de l'écart est due aux soustractions que les pays ont effectuées dans leurs bilans. De nombreux scientifiques affirment que les pays ne devraient revendiquer ces réductions de gaz à effet de serre que lorsqu'ils prennent des mesures claires, au lieu de revendiquer la repousse des forêts naturelles sans rapport avec les politiques nationales.

Et une partie de cette absorption de carbone ne se produit même pas – ou du moins pas à l'échelle qu'affirment les pays.

La Malaisie, par exemple, a libéré 422 millions de tonnes de gaz à effet de serre en 2016, le plaçant parmi les 25 principaux émetteurs mondiaux cette année-là, [selon les données compilées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture](#). Mais parce que la Malaisie prétend que ses arbres consomment de grandes quantités de CO₂, ses émissions déclarées aux Nations Unies ne sont que 81 millions de tonnes, inférieurs à ceux de la petite nation européenne qu'est la Belgique.

Le Post a découvert que les émissions de méthane constituent une deuxième grande partie des gaz à effet de serre manquants dans la base de données des Nations Unies. Des ensembles de données scientifiques indépendantes montrent entre 57 millions et 76 millions de tonnes de plus d'émissions de méthane d'origine humaine dans l'atmosphère que ne le font les rapports des pays de l'ONU. Cela représente entre 1,6 milliard et 2,1 milliards de tonnes d'émissions d'équivalent dioxyde de carbone.

[La recherche scientifique](#) indique que les pays sous-estiment le méthane de toutes sortes : [dans le secteur du pétrole et du gaz](#), où il s'échappe des pipelines et d'autres sources ; [en agriculture](#), où il s'élève des rots et des excréments des vaches et autres ruminants ; et [dans les déchets humains](#), où les décharges sont une source majeure.

Les responsables de l'Union européenne estiment que des réductions rapides du méthane pourraient réduire d' [au moins 0,2 degré Celsius](#) l'augmentation globale de la température mondiale d'ici 2050. [Plus de 100 pays](#) ont maintenant signé le nouveau Global Methane Pledge, une initiative lancée par les États-Unis et l'UE, qui vise à réduire les émissions de 30 pour cent d'ici la fin de la décennie. Mais certains des plus gros émetteurs de méthane au monde, dont la Chine et la Russie, n'ont pas encore rejoint le pacte. (8

Le président Biden a déclaré aux délégués réunis à Glasgow qu'il était essentiel de [réduire les émissions de méthane](#) pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius (2,7 degrés Fahrenheit).

"L'une des choses les plus importantes que nous puissions faire au cours de cette décennie décisive - pour garder 1,5 degré à portée de main - est de réduire nos émissions de méthane le plus rapidement possible", a déclaré Biden.

Une nouvelle génération de satellites sophistiqués capables de mesurer les gaz à effet de serre est désormais en orbite autour de la Terre et peut détecter des fuites massives de méthane. Les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) [listes](#) la Russie que l'huile de haut et l'émetteur de gaz méthane du monde, mais ce n'est pas ce que les rapports Russie aux Nations Unies. Ses chiffres officiels tombent à des millions de tonnes de ce que montrent des analyses scientifiques indépendantes, [a révélé une enquête du Post](#). De nombreux producteurs de pétrole et de gaz dans la région du golfe Persique, tels que les Émirats arabes unis et le Qatar, signalent également de très faibles niveaux d'émissions de méthane dans le pétrole et le gaz qui ne correspondent pas à d'autres ensembles de données scientifiques.

"Il est difficile d'imaginer comment les décideurs politiques vont mener des actions climatiques ambitieuses s'ils n'obtiennent pas les bonnes données des gouvernements nationaux sur l'ampleur du problème", a déclaré Glenn Hurowitz, directeur général de [Mighty Earth](#), un groupe de défense de l'environnement.

[[La Russie autorise les fuites de méthane au péril de la planète](#)]

Pendant ce temps, les gaz fluorés, qui sont exclusivement d'origine humaine, sont également sous-déclarés. Connus sous le nom de « gaz F », ils sont utilisés dans l'industrie de la climatisation, de la réfrigération et de l'électricité. Mais The Post a découvert que des dizaines de pays ne signalent pas du tout ces émissions – une lacune majeure puisque certains de ces puissants gaz à effet de serre font de plus en plus partie du problème climatique mondial.

Le Vietnam, par exemple, a indiqué que ses émissions de gaz fluorés ont plongé entre 2013 et 2016, à 23 000 tonnes équivalent CO2. Interrogés sur l'estimation de 2016 - qui est de 99,8% inférieure à ce qui est indiqué dans un [ensemble de données scientifiques](#) clés sur [les émissions](#) utilisées par The Post - des responsables vietnamiens ont déclaré que des rapports plus récents supposaient que les gaz fluorés ne s'échappaient pas des systèmes de climatisation et de réfrigération. Mais ils le font : [les supermarchés américains](#) perdent en moyenne 25 % de leurs réfrigérants fluorés chaque année.

De nombreux problèmes à l'origine de l'écart dans les statistiques d'émissions proviennent du système de notification des Nations Unies. Les pays développés ont [un ensemble de normes](#) , tandis que les pays en développement en [ont un autre](#) , avec une grande latitude pour décider comment, quoi et quand faire rapport. La différence dans les rapports reflète la réalité que les pays développés sont historiquement responsables de la plupart des gaz à effet de serre qui se sont accumulés dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle, et qu'ils ont une plus grande capacité technique pour analyser leurs émissions que les pays plus pauvres.

Même lorsque les pays déclarent leurs émissions, les données de l'ONU peuvent être truffées d'inexactitudes. L'ensemble de données, par exemple, montre qu'en 2010, les terres de la République centrafricaine ont absorbé 1,8 milliard de tonnes de dioxyde de carbone, une quantité immense et improbable qui compenserait efficacement les émissions annuelles de la Russie.

Lorsque The Post a signalé le chiffre de la République centrafricaine à la CCNUCC, l'agence a reconnu que « les données communiquées peuvent nécessiter des éclaircissements supplémentaires, et nous contacterons la Partie pour obtenir des informations supplémentaires et mettre à jour les données des données sur les GES (gaz à effet de serre). interface en conséquence. La République centrafricaine n'a pas répondu aux demandes de clarification de The Post.

(9

"Les engagements de l'accord de Paris sans mesures des émissions atmosphériques réelles sont comme si les parties se mettaient au régime sans jamais avoir à se peser", a déclaré Ray Weiss, scientifique de l'atmosphère à la Scripps Institution of Oceanography à San Diego.

Un système de rapport truffé de failles et de sous-estimation des émissions

Les pays développés sont historiquement responsables de la plupart des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, et nombre d'entre eux déclarent leurs émissions chaque année. Les pays en développement ne sont pas tenus de déclarer leurs émissions annuellement aux Nations Unies, ce qui laisse des trous dans la base de données.

La Chine, par exemple, premier émetteur au monde, n'a soumis de rapports que depuis cinq ans, le plus récent en 2014.

Lorsque nous avons examiné l'année la plus récente de déclaration aux Nations Unies pour les 196 pays, nous avons constaté que seulement 45 d'entre eux, presque tous développés, ont déclaré en 2019, la dernière année disponible pour les rapports de pays.

Certains pays dont les données sont en retard ont des empreintes carbone importantes : l'Iran, l'un des 10 plus gros émetteurs, n'a pas déposé d'inventaire depuis 2010 ; Le Qatar, un grand producteur de gaz naturel, a révélé ses émissions pour la dernière fois en 2007 ; et l'Algérie, grand producteur de pétrole et de gaz, en 2000.

Pour actualiser ces anciens rapports, The Post a créé un modèle pour prédire ce que 148 pays qui n'ont pas de rapport 2019 l'auraient probablement signalé cette année-là.

Lorsque nous ajoutons les chiffres rapportés et prévus pour 2019 pour tous les pays, les émissions totales de gaz à effet de serre s'élèvent à 44,2 milliards de tonnes.

En comparant ce total à [des mesures indépendantes des émissions mondiales](#) révèlent [une sous -](#)

déclaration importante , allant de 8,5 milliards à 13,3 milliards de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre. Cela exclut plus d'un milliard de tonnes d'émissions provenant des transports aériens et maritimes internationaux, pour lesquels aucun pays n'assume la responsabilité.

Au bord du gouffre

Les rapports d'émissions sont si lourds que les Nations Unies ne disposent pas d'une base de données complète pour suivre les émissions des pays. Quelque 45 pays n'ont signalé aucun nouveau chiffre de gaz à effet de serre depuis 2009.

L'Algérie, un important producteur de pétrole et de gaz, n'a pas déclaré ses émissions depuis 2000. La Libye déchirée par la guerre, un autre exportateur d'énergie clé, ne déclare pas du tout ses émissions. La nation d'Asie centrale du Turkménistan, dont l'économie est alimentée par le pétrole et le gaz, n'a pas signalé d'inventaire depuis [2010](#) – bien qu'elle ait été à [plusieurs reprises accusée](#) ces dernières années d'importantes fuites de méthane.

L'Australie supprime de ses totaux annuels les émissions substantielles de dioxyde de carbone des mégaincendies, qui se sont [aggravées en raison du changement climatique](#) . Une [étude](#) du Ciais et de ses collègues a révélé que le pays avait également sous-déclaré ses émissions de gaz d'oxyde nitreux en 2016, un puissant agent de réchauffement qui provient principalement de l'agriculture, d'un facteur de quatre à sept.

En s'appuyant sur les données d'émissions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, The Post a trouvé un écart similaire : trois fois plus d'oxyde nitreux que les rapports de l'Australie aux Nations Unies.

Le ministère australien de l'Industrie, des Sciences, de l'Énergie et des Ressources a contesté l'idée qu'il n'inclue pas les émissions de carbone des incendies de forêt, affirmant dans un communiqué qu'il utilise « un processus de lissage ... conçu pour dégager les tendances des émissions nettes anthropiques » de ses forêts au fil du temps.

Le travail de Ciais et de ses collègues, a écrit le service de presse du département australien dans un e-mail, "est une exploration des nouvelles techniques de modélisation émergentes" et "il existe une incertitude considérable sur la façon dont ces résultats doivent être interprétés".

Le plus grand des inventaires externes pris en compte dans l'analyse de The Post – une [estimation d'](#) une équipe de recherche basée sur la base de données sur les émissions pour la recherche atmosphérique mondiale – rapporte jusqu'à 57,4 milliards de tonnes d'émissions annuelles de gaz à effet de serre. D'autres grands inventaires scientifiques présentent des totaux similaires. Pourtant, les rapports de pays les plus récents de l'ONU ne s'élèvent qu'à 41,3 milliards de tonnes lorsque les revendications foncières et forestières sont prises en compte.

Cependant, l'écart ne s'élève pas à 16 milliards de tonnes, car de nombreux rapports nationaux sont obsolètes, certaines informations de l'ONU sont incorrectes et aucun pays n'assume la responsabilité des émissions provenant des transports aériens et maritimes internationaux. L'analyse du Post rend compte de ces problèmes, trouvant un écart entre 8,5 milliards et 13,3 milliards de tonnes.

Les négociateurs sur le climat savent depuis des décennies que ce processus de collecte de données est défectueux, mais au lieu de cela, ils se sont concentrés sur la persuasion des dirigeants mondiaux à engager des discussions sérieuses et à prendre de réelles mesures pour limiter les émissions.

"Cela ne me surprend pas du tout que vous trouviez toutes sortes de divergences ou que les pays y jouent certains jeux", a déclaré Dan Reifsnnyder, un ancien responsable américain qui a co-présidé les négociations

pour l'accord de Paris. "Si vous voulez penser à renforcer l'ensemble du processus, l'ensemble du processus climatique, c'est un domaine très, très fertile à explorer."

Alors que l'accord de Paris appelle à un [système plus transparent d'](#) ici la fin de 2024, il pourrait s'écouler jusqu'en 2030 pour obtenir des rapports solides, une éternité par rapport au délai serré dont le monde a besoin pour bien faire les choses. Le monde s'est déjà réchauffé d'au moins 1,1 degré Celsius (2 degrés Fahrenheit) par rapport aux niveaux préindustriels, laissant un chemin très étroit pour éviter de franchir les seuils de réchauffement dangereux de 1,5 et 2 degrés Celsius.

Les scientifiques disent que les émissions, qui continuent d'augmenter, [doivent être](#) réduites de [moitié](#) au cours de cette décennie et non après, dans ce qui devra être la plus grande action collective parmi les pays du monde dans l'histoire de l'humanité. En fin de compte, ce ne sont pas la politique, la comptabilité ou les engagements qui détermineront combien la planète se réchauffe, mais les chiffres précis de la science atmosphérique : les parties par million de gaz à effet de serre dans l'air.

Dans une récente [interview](#), le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré qu'il espérait que les nations reconnaîtraient les implications de leurs actions.

"Il y a une prise de conscience croissante que nous sommes vraiment au bord de l'abîme", a-t-il déclaré. "Et quand vous êtes au bord du gouffre, vous devez faire très attention à votre prochaine étape."

Qu'est-ce qui fait l'écart

L'analyse du Post des rapports de pays soumis aux Nations Unies a révélé une sous-déclaration importante des émissions de gaz à effet de serre, allant de **8,5 milliards de tonnes à 13,3 milliards de tonnes**. La majorité de l'écart provient de la façon dont les pays comptabilisent les émissions de dioxyde de carbone provenant des terres. La terre peut absorber du carbone à mesure que les plantes poussent et que les sols le stockent, ou elle peut libérer du carbone dans l'atmosphère lorsque les forêts sont exploitées ou brûlées et que les tourbières sont drainées.

(11)

Mesures indépendantes des émissions de gaz à effet de serre pour 2019

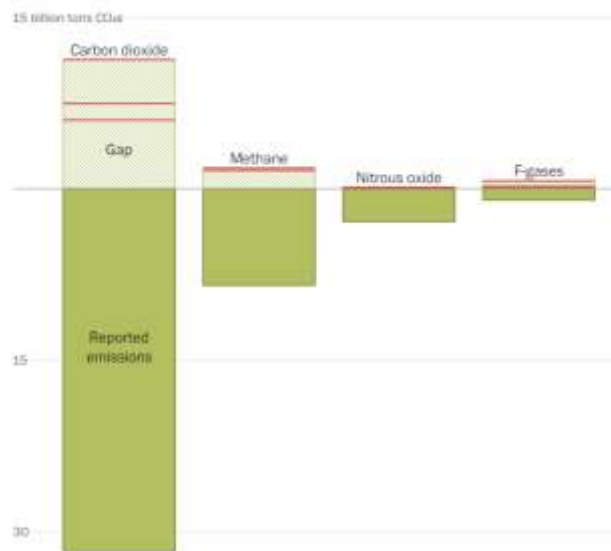


Figure 1 : Les mesures d'émissions terrestres indépendantes provenant du Global Carbon Project, de Mora et al., de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation météorologique mondiale.

Un écart géant

Début 2020, Ciais, l'expert français des émissions, n'a pas pu accéder à son laboratoire de l'Université Paris-Saclay, un pôle de recherche situé en dehors de la capitale française. Le laboratoire est resté inactif

pendant que la pandémie de coronavirus faisait rage, alors Ciais s'est recroquevillé chez lui et a fait ce qu'il fait toujours : une quantité prodigieuse de recherches.

Rien que cette année-là, [plus de 100 articles scientifiques portant](#) son nom [ont](#) été [publiés](#) , dont beaucoup étaient consacrés à la résolution de certains des problèmes les plus difficiles de la science du climat : qu'est-ce que le monde émet vraiment ? Et dans quelle mesure la planète – sous la forme de ses terres, de ses forêts et de ses sols – contribue-t-elle à atténuer la force de la pollution mondiale ?

Au printemps 2020, le verrouillage a fait chuter les émissions de dioxyde de carbone – ainsi que les prix du pétrole. Ciais s'est rendu compte que c'était un moment unique pour étudier les émissions des pays.

Le Ciais a commencé à regrouper les rapports d'émissions de l'ONU et à les comparer avec des mesures satellites et atmosphériques de la croissance des forêts, des émissions de méthane et d'oxyde nitreux des plus grands émetteurs du monde.

Il s'attendait à un écart et se demandait à quoi cela ressemblerait. Mais quand il a vu ce qui était plutôt un gouffre, il a immédiatement réalisé l'implication pour la politique de l'accord de Paris.

« Il est déjà difficile de donner un sens aux promesses de dons », a-t-il déclaré. « Si la base de référence est sous-estimée, le pourcentage de réductions d'émissions que vous obtiendrez sera erroné. »

L'[étude](#) 2021 du Ciais , menée avec Zhu Deng de l'Université Tsinghua de Pékin et 31 autres chercheurs, est toujours en cours d'examen par les pairs, mais elle, ainsi que son ensemble de données, sont accessibles au public.

(12

Les données utilisent certains des mêmes rapports de pays que The Post analysés, ainsi que les ensembles de données atmosphériques déjà publiés du Global Carbon Project. Mais il ne regarde que les pays individuels, pas le monde entier comme l'a fait The Post. Pourtant, cela montre des écarts importants entre la façon dont ces pays déclarent leurs émissions et ce qui se trouve réellement dans l'atmosphère. En particulier, Ciais a découvert que certains des principaux émetteurs du monde, y compris les pays riches et en développement – la Russie et l'Indonésie, l'UE et le Brésil – sous-estiment les émissions de gaz clés.

Dans l'un des cas les plus frappants, l'étude de Ciais a révélé que les fuites de méthane provenant des opérations de combustibles fossiles dans les États pétroliers du golfe Persique pourraient être jusqu'à sept fois plus importantes que ce qu'ils rapportent officiellement.

Les recherches du Ciais ont également révélé que les « puits de carbone » – les terres absorbant le CO₂ – que les pays revendiquent en soustraction de leurs émissions totales ne représentent en réalité qu'une fraction de la quantité absorbée par les forêts du monde. Mais, pour Ciais, cette découverte est une bénédiction mitigée : d'une part, la Terre travaille plus dur pour atténuer la pollution par le carbone que nous ne le pensons. D'un autre côté, les sécheresses, les incendies de forêt et d'autres perturbations majeures liées au changement climatique peuvent rapidement libérer à nouveau une grande partie de ce carbone.

Les gaz à effet de serre libérés par l'activité incessante de l'humanité sont difficiles à cataloguer : ils sont invisibles et ils sont produits par presque tous les aspects de notre vie. Les maisons dans lesquelles nous vivons, les véhicules que nous conduisons, les aliments que nous mangeons, les produits que nous achetons contribuent tous directement ou indirectement à la charge de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

La majeure partie des émissions provient de la combustion de combustibles fossiles, qui peuvent être comptabilisés avec une précision raisonnable. Mais plus d'un tiers ne sont pas faciles à suivre, y compris les émissions qui surviennent lorsque les forêts sont abattues ou détruites par le feu, les tourbières sont drainées ou l' excès d'engrais est répandu sur les champs agricoles.

Il n'est pas étonnant pour Ciais que les dirigeants mondiaux aient du mal à expliquer les échanges complexes de carbone et d'azote entre la Terre et son atmosphère. Mais le système mis en place par les Nations Unies pour comptabiliser ces émissions rend la tâche encore plus difficile.

Un problème clé est que les directives de rapport de l'ONU [n'exigent actuellement](#) aucune mesure atmosphérique ou satellitaire, connue sous le nom d'approche « top-down ».

Les [directives](#) demandent plutôt [aux](#) comptables scientifiques de chaque pays de quantifier les niveaux d'une activité particulière. Cela comprend le nombre de vaches, dont les rots représentent 4 pour cent du total des gaz à effet de serre, la quantité d'engrais utilisée ou la quantité de tourbière convertie en terres cultivées au cours d'une année donnée. Ensuite, les pays multiplient ces unités par un «facteur d'émissions» - une estimation de la quantité de gaz produite par chaque activité - pour déterminer un total pour tout, des [éructions de vaches](#) aux émissions d'échappement.

Mais ces chiffres peuvent facilement être erronés, tout comme les facteurs d'émissions. Lorsque cela se produit, la déclaration des émissions devient un peu plus qu'une conjecture, un cas de « déchets entrants, déchets sortants ».

Sous-sols et salles de bal

Les données faussées de la Malaisie illustrent de manière frappante les enjeux importants auxquels les pays sont confrontés alors qu'ils sont confrontés à la pression croissante pour réduire les émissions tout en gérant les conséquences économiques très réelles que ce processus déclenche.

Au cours de la dernière décennie, certains pays d'Asie du Sud-Est se sont donné beaucoup de mal pour contrer la conclusion scientifique selon laquelle son industrie du palmier à huile libère d'énormes quantités de carbone. L'UE a restreint les biocarburants à base d'huile de palme au motif qu'ils contribuent à la déforestation, et les douanes et la protection des frontières américaines ont [interdit les importations d'huile de palme en provenance de deux des plus grands producteurs de Malaisie](#) au cours de l'année et demie écoulée après avoir conclu que les travailleurs de leurs plantations étaient soumis à des conditions de travail abusives. (13

En 2016, l'année dernière, la Malaisie a communiqué ses chiffres aux Nations Unies, les experts mondiaux des tourbières se sont réunis à Kuching, la capitale de l'État malais du Sarawak, pour le 15e Congrès international de la tourbe sur la vaste île tropicale de Bornéo.

Jenny Goldstein, alors nouvelle membre du corps professoral de l'Université Cornell, est entrée dans l'hôtel cinq étoiles Pullman Kuching et s'est retrouvée au milieu d'une guerre de propagande pour donner bonne allure à l'industrie controversée du palmier à huile.

Il y avait plus de participants de l'industrie de l'huile de palme que de scientifiques à la conférence académique normalement guidée. Les réunions de l'industrie ont eu lieu dans une salle de bal géante d'un hôtel, tandis que les présentations scientifiques ont eu lieu au sous-sol - des salles si petites que certains scientifiques ont dû s'asseoir par terre.

Par curiosité, Goldstein s'aventura à l'étage.

« Il y avait presque tous les hommes assis dans ces salles de bal écoutant des présentations sur la façon dont les grandes tourbières malaisiennes ont été gérées pour le palmier à huile », se souvient Goldstein, maintenant professeur de développement mondial à Cornell. Au sous-sol, des experts mondiaux de la tourbe présentaient des recherches de pointe sur les énormes bombes à carbone que contiennent les tourbières.

Le Sarawak possède un riche écosystème de forêts de marécages tourbeux qui abritent des orangs-outans, des crocodiles et des ramin de 100 pieds de haut jaillissant de la terre détrempée. Mais à travers le Sarawak et d'autres régions de la Malaisie, 4 000 miles carrés de ces forêts - près de la taille du Connecticut - ont été drainés au cours des dernières décennies. Une grande partie de ces terres est semée de plantations d'huile de palme, couramment utilisée dans des produits allant des biocarburants aux aliments transformés, aux savons et au maquillage.

Lorsque les tourbières sont drainées, elles libèrent une impulsion rapide de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre alors que les restes des plantes autrefois inondées se dégradent avec l'exposition soudaine à l'air. Les émissions se [poursuivent](#) ensuite [pendant des décennies](#), jusqu'à ce que toute la tourbe ait disparu.

La conférence était une occasion historique, tenue sous les tropiques pour la première fois en 62 ans d'histoire, et organisée par la Malaysian Peat Society avec le [soutien](#) du gouvernement du Sarawak .

L'animatrice de la conférence, la directrice du Sarawak Tropical Peat Research Institute, Lulie Melling, a affirmé que les développeurs de palmiers à huile peuvent planter sur des tourbières sans libérer d'énormes quantités de carbone. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences de l'environnement de l'Université japonaise d'Hokkaido.

Melling a déclaré dans une interview avec The Post que d'autres scientifiques de la tourbe, qui ont étudié la tourbe dans d'autres parties du monde, ne comprennent pas les qualités uniques de la tourbe dans sa région.

« C'est comme comparer un gâteau au fromage avec du fromage suisse », a-t-elle déclaré.

(14)

Elle a souvent exprimé le débat scientifique en termes nationalistes ou anticolonialistes. Plus tôt cette année, elle a déclaré au New Sarawak Tribune, un journal de langue anglaise, que le Tropical Peat Research Institute était en première ligne au nom de l'État pour informer le public que les pratiques agricoles sur les tourbières ont un impact minimal sur leurs rôles en tant que sources de carbone.

« À moi seul, soutenu par mon petit laboratoire, j'ai lancé et publié les travaux de recherche révolutionnaires sur l'utilisation de la tourbe et les émissions [de gaz à effet de serre] pour réfuter les détracteurs occidentaux calomniés sur l'utilisation de la tourbe comme terre arable », a-t-elle déclaré.

La position pro-industrie de Melling a pris les scientifiques de la conférence par surprise, a déclaré Goldstein, tout comme son utilisation d'un langage vulgaire dans ses remarques publiques.

Melling a déclaré qu'elle utilisait un langage suggestif pour rendre sa science mémorable.

« J'ai commencé à faire preuve d'humour pour faire valoir mon point de vue en 2007, lorsque j'ai organisé un séminaire sur les sciences du sol intitulé Grand trou, petit trou et KY Jelly », a-t-elle déclaré dans [une interview en avril 2016](#) avec TTG Associations, un groupe commercial de l'Asie-Pacifique.

À la suite de la conférence, certains scientifiques ont été stupéfaits de lire dans les articles de presse que l'événement avait présenté de nouvelles preuves que le développement de l'huile de palme peut se poursuivre sans perturbation majeure de l'environnement. "La Malaisie défie le monde à propos des tourbières à huile de palme", a [déclaré](#) le Jakarta Post en anglais.

En réponse, 139 scientifiques – dont Goldstein – se sont opposés aux articles, notant une abondance d'études évaluées par des pairs sur les émissions des tourbières. [La lettre a](#) été publiée par la revue scientifique Global Change Biology.

« L'industrie du palmier à huile est essentiellement une branche du gouvernement », a déclaré Goldstein.

Une chaleur mordante

Nicholas Mujah Ason a vu à la fois la cause et l'effet du réchauffement climatique : la mer de plantations de palmiers à huile qui l'entoure et la forêt tropicale qui ne se refroidit jamais.

Mujah, qui a vécu dans l'État de Sarawak la majeure partie de sa vie, lutte contre le développement depuis le début des années 1980, lorsqu'il a été emprisonné pour la première fois pour avoir protesté contre l'empiètement des bûcherons.

"Ce n'est pas que nous détestons l'huile de palme", a-t-il déclaré. « Nous détestons la façon dont l'huile de palme a été plantée sur nos terres. »

Sa famille vit au plus profond de la forêt tropicale depuis huit générations et l'homme de 62 ans a été impliqué dans de multiples actions en justice en tant que secrétaire général de l'association Sarawak Dayak Iban, un groupe de défense des droits des autochtones.

Plus récemment, le village natal de Mujah a été en proie à des crues soudaines parce que les tourbières qui absorbaient autrefois les pluies ont été asséchées. Il est maintenant difficile de dire quand l'été commence car il fait chaud toute l'année - et la chaleur pique.

"Ce n'est pas comme une chaleur normale que nous avons affrontée auparavant", a-t-il déclaré. "Vous sentirez la chaleur mordante et votre peau sera brûlée."

(15

Le gouvernement malaisien a minimisé l'impact climatique de l'industrie de l'huile de palme dans plusieurs catégories dans ses rapports de l'ONU.

En 2016, la Malaisie a [affirmé](#) qu'elle n'avait pas converti un seul acre en terres cultivées.

"C'est manifestement faux", a déclaré Susan Page, experte des tourbières à l'Université de Leicester, qui a également signé la lettre s'opposant aux présentations au Congrès international de la tourbe 2016.

En fait, dans une [étude évaluée par des pairs](#) financée par le gouvernement malais lui-même, des scientifiques ont documenté l'expansion d'une plantation de palmiers à huile au sommet d'une tourbière riche en carbone au Sarawak la même année que le dernier rapport de la Malaisie. L'étude a estimé que 138 tonnes de dioxyde de carbone ont été libérées par hectare - une unité équivalente à 2,47 acres - dans les zones converties. En d'autres termes, une impulsion géante d'émissions s'est produite en raison de la conversion des terres. À la demande de The Post, la société de renseignement géospatial [Esri](#) a mesuré l'expansion totale à 494 acres.

Cela se passait dans tout le pays cette année-là. En s'appuyant sur un [ensemble](#) de [données satellitaires](#) de Ciais et de ses collègues, dont Wei Li de l'Université de Tsinghua en Chine, Esri a découvert un ajout net d'environ 410 000 acres de plantations de palmiers à huile en 2016, bien qu'il ne soit pas clair combien d'entre elles se trouvaient sur des tourbières. .

Les preuves scientifiques suggèrent que le pays sous-estime également les émissions des tourbières drainées, qui se produisent dans les années qui suivent la conversion des terres. En utilisant une [estimation obsolète de la quantité d'émissions de tourbières](#), la nation a calculé que ses terres cultivées au sommet de tourbe drainée n'avaient émis que 29 millions de tonnes de CO2 en 2016.

John Couwenberg, un expert des tourbières de l'Université de Greifswald en Allemagne, a déclaré que l'estimation de la Malaisie est "beaucoup trop basse". Il a retravaillé les chiffres pour The Post et a obtenu

un total de 111 millions de tonnes d'émissions d'équivalent dioxyde de carbone. Une [étude de 2017](#) a confirmé, trouvant un chiffre de près de 100 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an pour l'ensemble de la Malaisie. En d'autres termes, les émissions des tourbières de la Malaisie pourraient facilement être environ trois fois plus élevées que le pays le prétend.

Et puis vient le plus gros problème de tous.

La Malaisie [revendique](#) un puits de carbone forestier annuel de plus de 243 millions de tonnes à partir d'environ 68 000 miles carrés de zone boisée. Ce n'est pas loin de ce que [revendique l'](#)Indonésie voisine pour une forêt [plus de cinq fois sa taille](#).

Les examinateurs techniques de l'ONU ont remis en question ce qu'ils ont appelé le « [chiffre inhabituellement élevé](#) » de la Malaisie pour le stockage du carbone forestier et ont déclaré qu'ils étaient incapables de le reproduire malgré l'utilisation de trois méthodes distinctes. Plusieurs scientifiques ont déclaré à The Post que les chiffres n'auraient de sens que si toutes les forêts de Malaisie poussaient à un rythme similaire à celui observé chez les jeunes gaules – ce qui n'est pas le cas.

"On dirait qu'il y a une erreur car il est totalement impossible de penser à toute la superficie des forêts de Malaisie accumulant l'équivalent de jeunes forêts tropicales", a déclaré Jérôme Chave, directeur de recherche au Centre national français de la recherche scientifique qui a [publié données](#) sur le stockage du carbone dans les forêts malaisiennes.

Le gouvernement malaisien a déclaré que ses rapports sont conformes aux directives de l'ONU et sont soumis à un examen rigoureux, mais n'a pas répondu aux questions détaillées sur les rapports du secteur foncier du pays.

(16

« Les informations, y compris celle que vous demandez, ont toutes été soumises à un processus d'examen intensif (cela nous a pris 7 mois) mené par les experts de la CCNUCC eux-mêmes qui sont membres du monde entier », a déclaré Mohamad Firdaus Nawawi, un responsable de la ministère de l'Environnement et de l'Eau du pays, qui prépare les documents, par courrier électronique.

"Lorsque vous marchez sur des tourbières, vos pieds s'enfoncent dans des milliers d'années de carbone", a déclaré Hurowitz, directeur général de Mighty Earth. « Sarawak a envoyé ses défenseurs de la destruction des tourbières à des événements scientifiques, gouvernementaux et commerciaux pendant des années pour présenter une image extrêmement déformée de la destruction de ces écosystèmes ultrariches en carbone. »

Dans le cadre de l'accord de Paris, la Malaisie [s'est engagée](#) à réduire l'intensité carbone de son économie de 45 % par rapport à ce qu'elle était en 2005 d'ici la fin de la décennie. Jusqu'à présent, le pays affirme que le secteur forestier contribue le plus à ses réductions d'émissions, ce qui souligne à quel point les chiffres du pays sont vraiment problématiques.

"Ce n'est pas surprenant pour moi que les gouvernements essaient de cacher la pollution", a déclaré Hurowitz, "mais c'est honteux qu'ils s'en tirent."

Tolérer le désarroi

Jackson, le professeur de Stanford, est animé par le sentiment que les données peuvent sauver la planète du péril. Il préside le Global Carbon Project, l'effort scientifique le plus ambitieux au monde pour recueillir des données qui expliquent le cycle mondial du carbone - comment la planète absorbe et libère du dioxyde de carbone. Les scientifiques analysent le même type de données que les pays sont censés communiquer aux

Nations Unies, mais ils apportent du scepticisme et un outil que l'organisme mondial n'applique pas : les mesures directes des gaz dans l'atmosphère.

Jackson pense que l'atmosphère est le contrôle ultime de ce que les pays rapportent – et de ce qu'ils s'engagent. Le manque de données est un problème urgent.

Plus tôt cette année, les Nations Unies ont publié un « [rapport de synthèse](#) », qui prévoit l'effet des promesses climatiques des pays sur les émissions futures et la température de la planète.

Le rapport décrit ces promesses comme « couvrant » la grande majorité des émissions mondiales, montrant des chiffres de plus de 10 milliards de tonnes au-dessus de ce que les pays déclarent réellement lorsque tous les secteurs sont inclus, selon les calculs de The Post. Les Nations Unies ont refusé de fournir leur ensemble de données pour étayer le nombre, mais ont expliqué un certain nombre d'étapes par lesquelles les chiffres des pays avaient été ajustés.

"Il est surprenant de voir que les auteurs du rapport de l'ONU n'ont pas utilisé les données originales rapportées par chaque pays", a déclaré Ciaï, qui contribue également au Global Carbon Project.

Saier, le porte-parole de la CCNUCC, a défendu l'approche dans un e-mail, affirmant qu'"il y a effectivement une petite mise à l'échelle".

Dans un sens, la CCNUCC a ajusté les chiffres des pays pour qu'ils correspondent à ce que la science dit être émis : cela a comblé l'écart découvert par The Post.

D'un point de vue politique, il n'y a peut-être pas d'autre option. Sans nécessiter de mesures satellitaires ou atmosphériques, les pays riches comme les pays pauvres risquent de sous-déclarer dans les années à venir. (17

Après tout, en fin de compte, il n'y a aucun moyen de rendre l'accord de Paris, les réductions d'émissions ou les rapports d'émissions précis obligatoires. Chaque pays rapporte ce qu'il rapporte et promet ce qu'il promet.

"Je pense que cela fait partie de la raison pour laquelle tout cela est toléré, c'est le sentiment qu'au moins les pays fournissent quelque chose, participent et y réfléchissent", a déclaré Jackson.

« C'est pourquoi les gens tolèrent ce désarroi, car l'alternative est qu'ils s'éloignent. »

Mais Jackson est un optimiste.

« Je crois que l'information est puissante. Les données et les informations n'ont pas poussé le monde climatique aussi rapidement que je l'aurais souhaité », a-t-il déclaré. "Mais j'espère toujours naïvement laisser le monde meilleur pour mes enfants que je ne l'ai trouvé."

Brady Dennis, Nick Trombola, Taylor Telford et Caroline Cliona Boyle ont contribué à ce rapport.
